

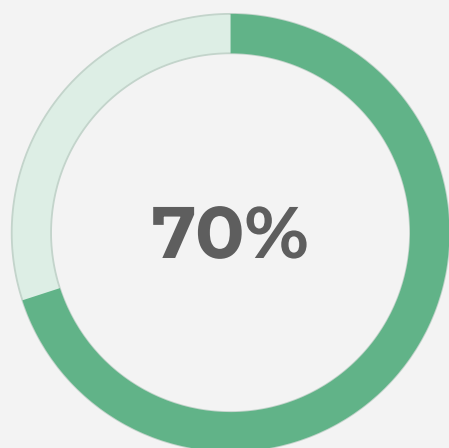
Enquête sur la décarbonation du bâti wallon

**Les 10 demandes de Techlink au
Gouvernement wallon pour une
décarbonation réussie**

**Analyse qualitative de l'enquête sur la
décarbonation du chauffage du bâti dans le
cadre de la sortie du mazout de chauffage
en Wallonie**

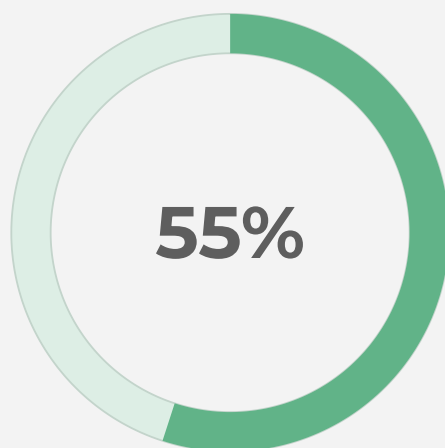
1. Résumé de l'enquête :

Une adhésion de principe, mais un scepticisme massif dans la mise en œuvre sur le terrain dans les cadres énergétiques, administratifs et énergétiques actuels en Wallonie.



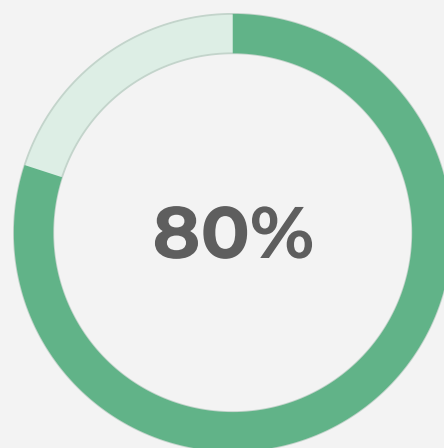
Comprennent et soutiennent

Les répondants déclarent comprendre et soutenir le principe de la décarbonation.



Favorables à la transition

Ils sont favorables à cette transition dans un délai de 10 à 20 ans (95%).



Secteur non prêt

Estiment que le secteur n'est pas prêt à accompagner la transition « dans de bonnes conditions techniques, humaines et financières ».

- Plus de 96 % considèrent que les pouvoirs publics ne comprennent pas ou mal la réalité du terrain.

CONCLUSION : l'acceptabilité de la transition énergétique du chauffage du bâti existe, mais la la crédibilité dans le cadre opérationnel énergétique wallon fait défaut.

Un signal fort et représentatif du secteur wallon de l'installation

L'enquête, réalisée en décembre 2025, s'appuie sur près de **241 réponses d'installateurs wallons**, sur un total d'environ 412 entreprises membres de Techlink actives en Wallonie, soit un taux de participation proche de 60 %. Ce niveau de mobilisation, rare dans les enquêtes sectorielles, confère aux résultats une légitimité politique forte. Il traduit un signal clair et structuré du terrain, émanant d'un secteur directement concerné par la mise en œuvre opérationnelle des politiques de décarbonation.

241

Répondants

Professionnels mobilisés pour cette enquête

412

Entreprises

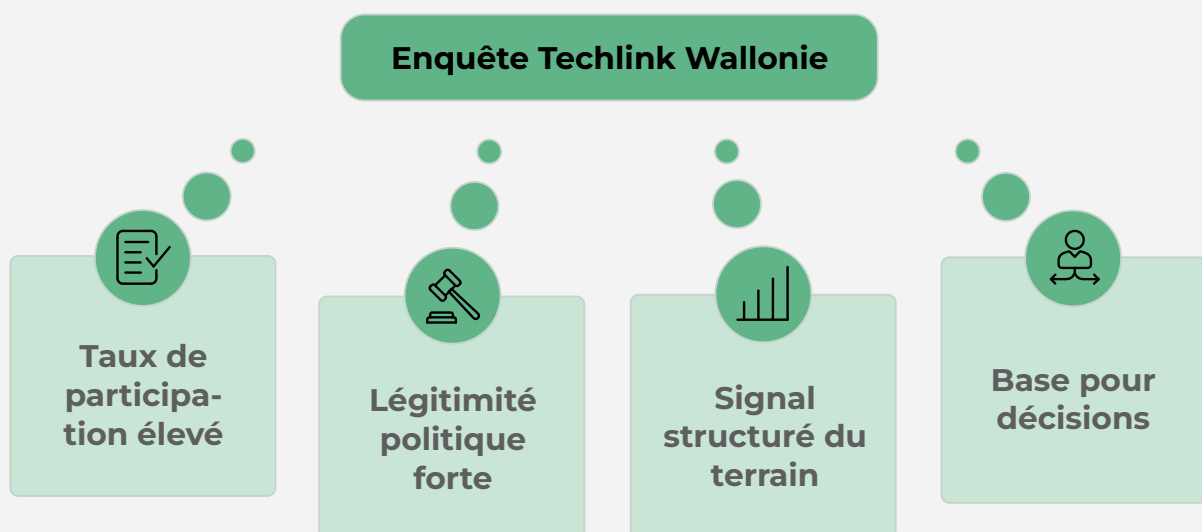
Entreprises wallonnes représentées

60%

Participation

Taux de participation exceptionnel

La diversité des profils d'entreprises, des territoires et des types de chantiers représentés permet de considérer cette enquête comme une photographie fiable des capacités, des contraintes et des attentes réelles du secteur. Les enseignements qui en découlent constituent dès lors une base solide d'aide à la décision pour ajuster les politiques publiques de transition énergétique du bâti résidentiel en Wallonie.



2. Les 10 demandes de Techlink pour une décarbonation réussie du bâti wallon

1. Lier la décarbonation et la sortie mazout à la capacité du bâti au niveau isolation et de ses émetteurs de chaleur

Pour Techlink, il est essentiel de s'assurer que les **conditions techniques du bâtiment** soient réunies avant d'imposer la **décarbonation du chauffage**. À défaut, les **propriétaires** risquent de se retrouver dans une **situation techniquement et financièrement intenable**. Il est donc indispensable de **lier la sortie du mazout** à des **critères clairs en matière d'isolation du bâti** et à la **capacité des émetteurs de chaleur**.

2. Lier la décarbonation et la sortie mazout à la capacité des réseaux énergétiques et à leur développement futur

Pour Techlink, la décarbonation du chauffage suppose que les **conditions des réseaux énergétiques**, et en particulier des **réseaux électriques**, soient réunies. Il est nécessaire que le **raccordement à une puissance de 17,3 kVA** (au lieu de **9,2 kVA**) devienne une **offre standard des gestionnaires de réseaux de distribution (GRD)**, avec un **coût de raccordement réduit**. Par ailleurs, **l'écart de prix entre l'électricité et le gaz** doit être significativement **réduit**.

3. Lier la décarbonation et la sortie mazout à l'arrivée prochaine des réseaux de chaleur

Pour Techlink, il convient de **développer un maximum de réseaux de chaleur** là où cela est **techniquement et économiquement pertinent** (zones denses, **chaleur naturelle décarbonée disponible** : sol, eau, etc.) et de s'assurer que, lorsque c'est possible, un **maximum de bâtiments y soient raccordés**. Il est également nécessaire d'établir une **carte régionale des projets potentiels de réseaux de chaleur** afin d'anticiper les choix technologiques.

4. Eviter les lock-ins et promouvoir une décarbonation en une étape

Pour Techlink, il est essentiel de **favoriser une décarbonation en une seule étape**, en évitant les **lock-ins technologiques**, notamment un retour intermédiaire vers le **gaz**, lorsque cela est **techniquement possible**. Cela peut impliquer, pour certains bâtiments, de **postposer la sortie du mazout** le temps que les **conditions de décarbonation** soient pleinement réunies.

5. Autoriser des PAC hybrides avec appoint carboné

Pour Techlink, il est indispensable d'**autoriser les pompes à chaleur (PAC) hybrides** intégrant une **chaudière d'appoint carbonée** (mazout ou gaz).

Cette solution permet **d'accélérer la décarbonation** des bâtiments **moins bien isolés** et de **limiter la charge sur les zones fragiles du réseau électrique**, tout en garantissant la **sécurité d'approvisionnement**.

6. Laisser la porte ouverte aux e-fuels et bio-fuels

Pour Techlink, il est indispensable de **laisser la porte ouverte** au développement futur de **technologies de e-fuels et de bio-fuels**, ainsi qu'à de **nouvelles technologies de chauffage** susceptibles de contribuer à la **transition énergétique**. Le recours aux **bio-fuels** permettrait notamment de **continuer à utiliser des chaudières initialement au mazout**, afin de **laisser le temps d'adapter le bâti et les réseaux énergétiques** à une **décarbonation directe**.

7. Rédiger une loi claire, cohérente et réaliste pour le terrain

Pour Techlink, la réussite de la transition passe par des **règles claires, compréhensibles et réalistes**, en phase avec la **réalité du terrain**. Il est dès lors impératif que la **loi soit élaborée en concertation avec le secteur**, seul à même de faire le lien entre les **contraintes opérationnelles** et leur **traduction légale**.

8. Garantir des aides financières adaptées aux ménages

Dans un grand nombre de **cas wallons**, le **coût cumulé des opérations nécessaires à la décarbonation** peut **dépasser 100.000 euros**, en particulier dans les **maisons anciennes ou mal isolées**. Pour Techlink, il est indispensable de **soutenir financièrement les ménages les plus précarisés** afin d'adapter leur logement à la décarbonation (**isolation du bâti, adaptation des émetteurs, coût du raccordement électrique**), mais aussi d'**accompagner les ménages souhaitant accélérer la décarbonation de leur chauffage**. Ces **aides financières** doivent impérativement être **intégrées dans le nouveau système de soutien à la rénovation**.

9. Soutenir activement le secteur du chauffage dans sa transition

Techlink souligne que la réussite de la décarbonation du chauffage ne peut reposer uniquement sur des obligations ou des objectifs politiques. Elle nécessite un **accompagnement fort et structuré du secteur**, incluant des actions de sensibilisation, un soutien actif aux professionnels et un **dialogue permanent entre pouvoirs publics et fédérations professionnelles**. L'alignement entre les ambitions politiques et la réalité du terrain est indispensable pour garantir une transition efficace, réaliste et socialement acceptable.

10. Former, rajeunir et préparer le secteur du chauffage à l'avenir

La transition vers des solutions de chauffage décarbonées implique l'adoption de **technologies complexes et évolutives** (pompes à chaleur, systèmes hybrides, réseaux de chaleur, intégration électrique, régulation avancée). Techlink insiste sur la nécessité de **renforcer et d'adapter les dispositifs de formation**, tant publics que privés, afin de permettre aux professionnels d'acquérir les compétences techniques requises. Cette dynamique doit également s'accompagner d'un **rajeunissement du secteur**, en renforçant l'attractivité des métiers auprès des jeunes et en valorisant les perspectives d'avenir qu'offre la transition énergétique.

3. Analyse qualitative de l'enquête

1. Un risque systémique de blocage de la transition

Les résultats chiffrés convergent vers un même constat :

**Bâti
insuffisam-
ment préparé**

**Réseaux
énergétiques
partiellement
ou mal
développés**

**Manque de
visibilité
territoriale**

**Capacités
humaines
insuffisantes**

→ Imposer des échéances rigides sans stratégie territoriale préalable expose la Wallonie à :

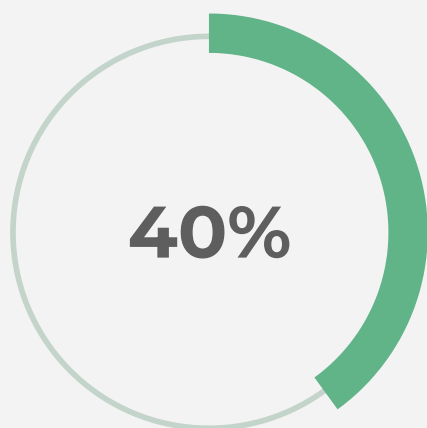
- Des lock-in techniques
- Des surcoûts pour les ménages
- Un rejet social croissant
- Un ralentissement de la rénovation, contraire aux objectifs climatiques

☐ Les installateurs préconisent très majoritairement de prévoir une sortie des combustibles fossiles des bâtiments phasée selon les capacités de décarbonation du bâti et selon la disponibilité des réseaux énergétiques publics.

Les installateurs préconisent largement de passer directement à une source de chaleur décarbonée en conservant les chaudières à mazout actuelles, le temps que le bâtiment et les réseaux soient adaptés à la décarbonation, quitte à imposer des E-fuels le temps d'y arriver **(75%)**.

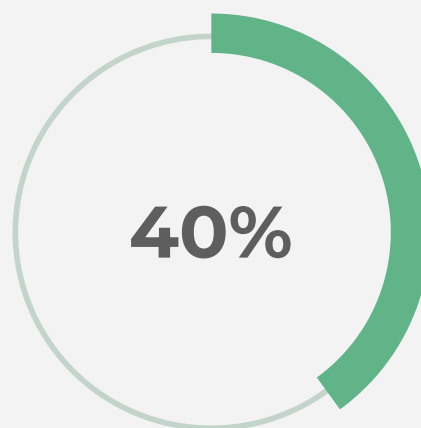
2. Le bâti existant n'est majoritairement pas encore prêt pour une généralisation des pompes à chaleur

Les installateurs ont été interrogés sur la part réelle de leur parc de clients répondant aux conditions minimales pour une PAC performante.



Isolation suffisante

De leurs bâtiments clients, seulement 40% disposent d'une isolation suffisante.



Émetteurs adaptés

Seulement 40% des logements de leurs clients sont équipés d'émetteurs adaptés aux basses températures.

Isolation du bâti

→ La majorité du parc résidentiel existant ne permet pas une PAC efficace sans rénovation lourde préalable.

Émetteurs de chaleur

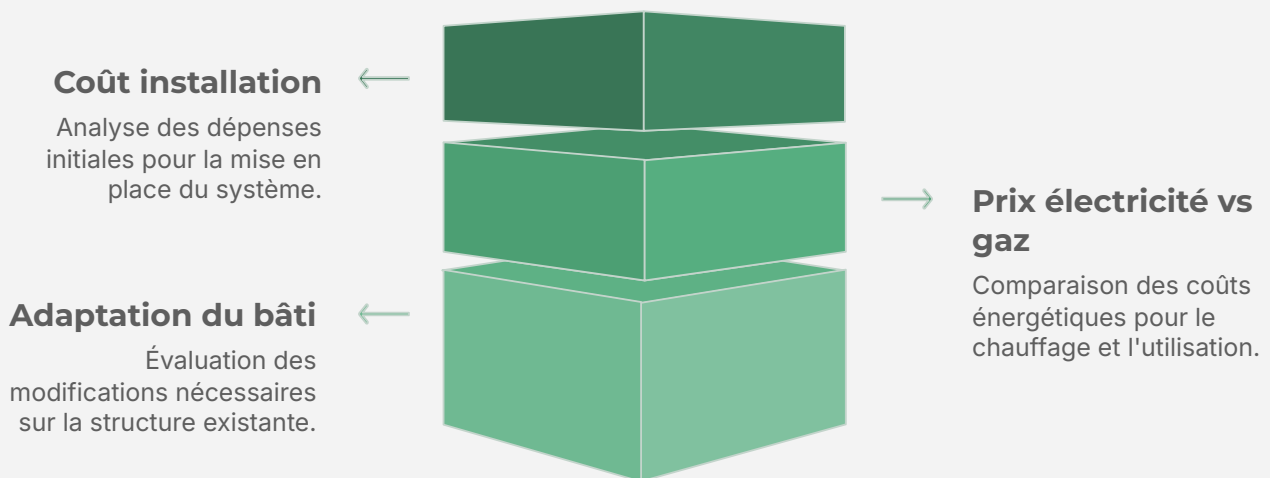
→ Le remplacement des émetteurs représente un coût et une complexité largement sous-estimés.

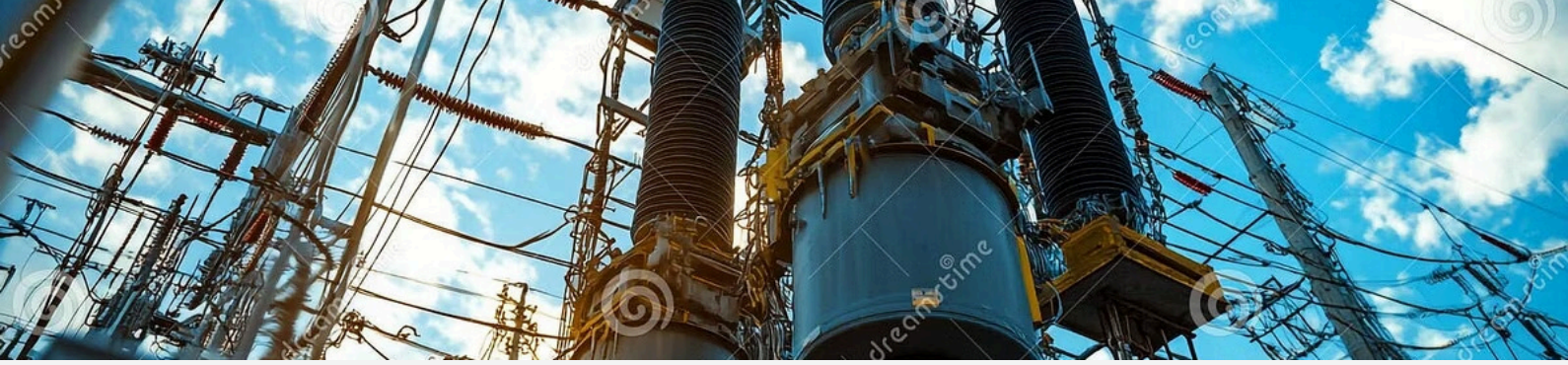
Les PAC air/eau sont déjà massivement installées.

Pourtant, plus de **60 % des installateurs** citent les éléments suivants comme freins majeurs :

- Les coûts :
 - coût de l'installation ;
 - coût de l'électricité face au gaz ;
 - coût de l'adaptation du bâti (isolation et émetteur).
- Les limites de l'infrastructure énergétique wallonne et le manque de visibilité vers son déploiement futur.

📄 👉 **Message du terrain** : La PAC fonctionne quand les conditions sont réunies. Or, elles ne le sont pas dans la majorité du parc existant.

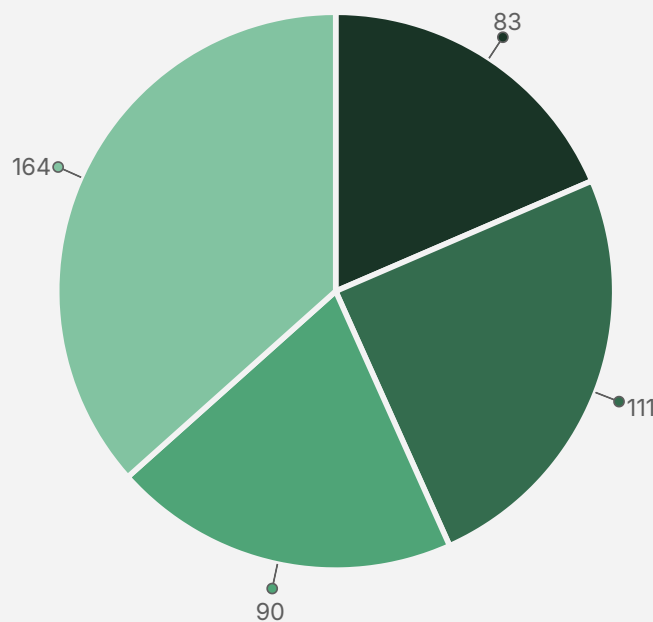




3. Les infrastructures énergétiques publiques ne sont pas prêtes non plus

Les installateurs soulignent des préoccupations majeures concernant l'état actuel des infrastructures énergétiques. Les données suivantes mettent en lumière les priorités d'investissement et l'état de préparation du réseau.

Priorités d'investissement dans l'infrastructure énergétique wallonne



- Vision zonée chaleur
- Infra électrique et gazière
- Réseaux de chaleur
- Reconnaissance des e-fuels

➔ **Réalité terrain :** Besoin criant d'investissements dans les réseaux énergétiques, manque de visibilité structurelle sur le développement des réseaux énergétiques locaux et réseaux électriques souvent insuffisants.

Réseaux de chaleur

90%

Information difficile d'accès

90% des installateurs ne trouvent pas facilement l'information sur l'existence ou les projets de réseaux de chaleur.

60%

Équipes non prêtes

60% estiment que leurs équipes ne sont pas pleinement prêtes techniquement.

5%

Personnel qualifié

Moins de 5% déclarent trouver facilement du personnel qualifié pour ce type de raccordement.

→ Les réseaux de chaleur sont perçus comme prometteurs mais encore structurellement immatures.



4. Les besoins des installateurs pour réussir la transition

De la clarté et de la stabilité réglementaire

Les installateurs expriment un besoin fort de :

- Lisibilité des règles dans le temps
 - Cohérence entre les textes sur l'énergie, l'environnement, le logement et la fiscalité
 - Stabilité des cadres réglementaires, afin de pouvoir conseiller les clients et investir dans les compétences
-

Une neutralité technologique réelle et assumée

Une large majorité des répondants souligne la nécessité de :

- Maintenir plusieurs trajectoires de décarbonation
- Adapter les solutions au type de bâtiment, au contexte local et aux capacités du ménage
- Éviter toute approche "one size fits all"

Pour le terrain, la neutralité technologique n'est pas idéologique, mais pragmatique et indispensable à l'efficacité climatique.

Un renforcement massif des compétences et de la main-d'œuvre

Le déficit de personnel qualifié est identifié comme l'un des principaux goulets d'étranglement de la transition :

- Difficultés de recrutement persistantes
- Manque de temps et de moyens pour se former en continu
- Complexification rapide des technologies et des normes

Les installateurs attendent un soutien public structuré à la formation, aligné sur les réalités de chantier et les besoins concrets des entreprises.

Des outils techniques et territoriaux opérationnels

Les répondants demandent :

Des outils d'aide à la décision clairs et partagés (diagnostic bâtiment, choix technologique, dimensionnement)

Une meilleure information territoriale sur :

- Les capacités des réseaux électriques
- Les projets de réseaux de chaleur
- Les contraintes locales

Sans ces outils, les installateurs assument seuls le risque technique et commercial.



Un cadre économique crédible pour les ménages

Enfin, les installateurs soulignent que leur capacité à accompagner la transition dépend directement de :

- La solvabilité réelle des ménages
- La lisibilité et la suffisance des aides
- L'existence de mécanismes évitant les investissements disproportionnés

☐ Sans un cadre économique cohérent, le risque est un blocage du marché de la rénovation, au détriment des objectifs climatiques.



À propos de Techlink

Techlink est la fédération professionnelle belge des fabricants, distributeurs, installateurs et entreprises actives dans le domaine de la maintenance technique et de la gestion de l'énergie au sein de l'écosystème des installations multifonctionnelles : de l'électrotechnique, l'éclairage, la sécurité, l'infrastructure de charge pour les voitures électriques, en passant par les appareils ménagers, le chauffage, la ventilation, le refroidissement, les installations sanitaires, la gestion de l'énergie et bien sûr les systèmes d'énergie renouvelable et le stockage de l'énergie.

Techlink défend les intérêts de plus de 2.200 membres et traduit les politiques européennes, nationales et locales en directives pratiques pour tous les acteurs de l'écosystème.

En tant que fédération, Techlink est l'une des voix principales du débat social sur la transition énergétique en Belgique : des sources d'énergie fossiles aux applications hybrides et renouvelables, à la gestion de l'énergie, au stockage de l'énergie et au confort abordable.

Réalisation de l'enquête:

- Jean-Bernard Cuvelier - Transition Manager Renewables
jean-bernard.cuvelier@techlink.be
- Sophie Lambert - Communication Strategist
sophie.lambert@techlink.be